

Une reprise modérée de la croissance économique est prévue en Afrique pour 2017-18, alors même que l'économie mondiale n'est pas encore sortie de sa période de lente croissance, caractérisée par des investissements limités, un commerce en berne et une croissance atone de la productivité d'après le rapport des Nations Unies " Situation et perspectives de l'économie mondiale \$ pour l'année 2017

Selon le rapport, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 2,2 % seulement en 2016, soit le taux de croissance le plus bas depuis la grande récession de 2008-09, le produit mondial brut devrait augmenter de 2,7 % en 2017 et de 2,8 % en 2018, ce qui représente une légère baisse par rapport aux prévisions du mois de mai dernier

91759048(')0.546515(é)0.725() - 93.5352().7917597(u)1.34105()11.62836515(a)0.72759(m)24.4358(o)1.31é5(o)1.314()12.0369(i

La croissance en Afrique centrale devrait passer de 2,3% en 2016 à 3,3% en 2017, la hausse des prix du pétrole favorisant les recettes d'exportation et la croissance, en particulier au Congo, en République équatoriale et au Gabon. Cependant, l'instabilité politique intérieure continue de freiner l'activité économique en République centrafricaine et au Gabon.

Le rapport indique également des dynamiques d'inflation très différentes dans la région. Pour les économies exportatrices de matières premières, l'affaiblissement des monnaies nationales a contribué à l'inflation importée. Les effets néfastes des conditions de sécheresse et la hausse des tarifs d'électricité ont ajouté une nouvelle pression sur la hausse de l'inflation. En Angola, au Congo-Kinshasa et au Nigeria, l'inflation a atteint des nouveaux records. Puisque les pressions inflationnistes devraient persister dans ces économies, les politiques monétaires resteront probablement restrictives.

En revanche, parmi les importateurs nets de pétrole de la région, l'inflation s'est stabilisée ou ralentie en 2016 et les pressions devraient rester modérées à l'avenir. Dans plusieurs de ces pays, dont le Bénin, le Cameroun et le Tchad, les banques centrales ont réduit les taux directeurs en 2016 dans le but de stimuler la croissance.

Le rapport avertit que les perspectives mondiales laissent entrevoir des incertitudes et des risques. En effet, dans l'environnement politique international, un haut niveau d'incertitude et des niveaux élevés de dette libellés en devises sont reconnus comme des risques majeurs de détérioration susceptibles d'assombrir des perspectives de croissance économique mondiale.

En Afrique, le rapport identifie comme risques majeurs, une faiblesse renouvelée des prix des matières premières et une modération de la croissance plus